

## **LA FORME SCOLAIRE PEUT-ELLE SE MAINTENIR DANS UN MONDE POLYPHONIQUE ?**

(Discussion de groupe ; draft Eric Mangez, Pieter Vanden Broeck)

Longtemps l'école a pu se penser comme espace relativement autonome, à l'abri des demandes et des logiques autres qu'éducatives. Aujourd'hui cette autonomie relative est compromise. De multiples logiques sont à l'œuvre au sein même des écoles. L'évaluation des apprentissages n'est plus simplement une question pédagogique : elle est devenue un moyen de gouverner, un motif pour réformer. Les pratiques éducatives elles-mêmes ne sont plus simplement l'affaire de l'école et des enseignants : celles-ci font l'objet de recherches et d'enquêtes supposées déterminer les pratiques les plus efficaces. L'école n'est pas non plus à l'abri des transformations, désormais globales, de l'économie qui organise des carrières de plus en plus flexibles, souvent précaires, et qui fait peser sur le monde de l'éducation la charge d'y préparer les individus. On voit ainsi des logiques multiples, politiques, scientifiques, économiques, opérer au sein même du monde de l'éducation, désormais polyphonique. Si l'école est imprégnée de ces impératifs externes, l'inverse est également vrai : la logique de l'apprentissage (ou learning, très en vogue dans le discours international) déborde aujourd'hui largement le monde scolaire. L'atelier s'intéresse aux nouvelles formes (d'éducation, de gouvernance, de travail, de science) qui émergent du croisement de ces multiples logiques et affectent parfois profondément les pratiques des acteurs de l'éducation. En examinant non seulement les nouvelles limites qu'elles imposent mais aussi ce qu'elles rendent possible, l'atelier interroge l'ambivalence fondamentale de ces formes.

### **L'école en miroir. Comment comprendre l'approche Européenne de l'éducation**

Pieter Vanden Broeck

En 2014, la Commission Européenne a introduit une réforme de ses efforts passés en matière éducative, en les regroupant sous une seule bannière, baptisée Erasmus+. Avec ce nouvel instrument, la Commission finance aujourd'hui une variété d'activités éducatives, dont certaines s'éloignent fondamentalement des limites institutionnelles de ce que Guy Vincent dénommait la forme scolaire. Le programme Erasmus+ matérialise le credo européen, selon lequel « aucune institution, école ou entreprise ne peut prétendre développer seule les compétences nécessaires » à la vie dans la société de la connaissance émergente.

Notre communication prend comme point de départ la curieuse coïncidence entre deux phénomènes : la mise en place d'un espace éducatif européen et la corrosion des contours institutionnels de l'école. Elle entend examiner comment cette éducation transnationale reflète, donc mimique et s'écarte à la fois de la morphogenèse du système scolaire national. Elle suggère ainsi de comprendre l'eupéanisation de l'éducation comme résultant d'une expansion, par disjonction interne, de l'éducation. Un processus de différenciation au sein d'un système éducatif global est à l'œuvre et conduit au dépassement des limites qui s'étaient constituées en référence à l'État-nation. L'éducation redéfinit et élargit ainsi de manière importante son horizon des possibles.

### **Transformations des formes d'emploi et carrières enseignante : vers une déstabilisation du modèle bureaucratique de régulation ?**

Dumay, X., Voisin, A., & Delhomme, B.

Alors que la carrière enseignante a longtemps été le symbole d'une carrière au long cours, à l'accès largement contrôlé et encadrée par un statut « fort », force est de constater que dans de nombreux systèmes éducatifs, fleurissent non seulement des postes et des conditions d'emploi différents (titres de pénurie, intérim), mais aussi des manières alternatives d'entrer dans le métier (enseignants de seconde carrière, 'employment-based routes', etc.). A vrai dire, le secteur de l'enseignement n'échappe à des tendances lourdes de transformation du travail observables dans nombre de secteurs. Est-ce à dire que la forme d'emploi bureaucratique largement associée aux métiers de l'état, dont l'enseignement, se transforme? Quelles relations entretiennent les transformations des formes d'emploi avec celles des formes politiques et éducatives? Quelles implications et conséquences de ces transformations des formes d'emploi pour le système éducatif et ses enseignants?

Au regard de ces débats, la communication se fixe un double objectif. D'abord, nous décrivons la manière dont se recomposent les catégories d'emploi pour les enseignants dans trois systèmes éducatifs - Angleterre, France, Belgique - en identifiant les trajectoires des réformes portant sur cette question dans ces trois contextes. Ensuite, nous nous intéressons plus particulièrement au cas des enseignants contractuels dans le contexte français. Si ces derniers entrent dans le métier sans avoir passé/réussi le concours, ils exercent (le plus souvent) des fonctions d'enseignement mais sous des conditions d'emploi différentes des enseignants titulaires/statutaires (contractuels > fonctionnaires). Les analyses des trajectoires professionnelles des contractuels travaillant dans le second degré dans l'enseignement public nous permettent des lors d'identifier deux éléments clefs en ce qui a trait aux implications de cette catégorie d'emploi dans le contexte français. D'une part, il apparaît que le recours aux contractuels peut être analysé comme une variable d'ajustement aux problèmes de pénurie touchant certaines disciplines et certaines académies. En ce sens, les contractuels paraissent souffrir d'une double précarité, des conditions d'emploi et de travail, et être associés à une dualisation (des conditions d'emploi et d'enseignement). Par ailleurs, si le recours aux contractuels permet d'assurer l'équilibre du système bureaucratique dominant en favorisant des ajustements à la marge, nos analyses suggèrent que le statut de contractuels participerait de la fragmentation des trajectoires enseignantes, de même que de l'altération du modèle dominant de régulation des carrières enseignantes, dès lors qu'il permet aux individus d'intégrer le système d'enseignement en se soustrayant d'une part aux contraintes bureaucratiques d'attribution des positions professionnelles (affectation des enseignants au sein des établissements) et, d'autre part sans avoir obtenu les titres requis.

### **Sur la centralité de l'apprentissage dans la prise de décision politique : l'exemple du secteur européen de l'éducation**

Vivien Gain

Le discours relatif à la nécessité d'apprendre déborde aujourd'hui du champ de l'éducation scolaire. Un volume toujours plus important de connaissances et de données emplit le champ politique traditionnellement organisé autour des notions de réforme et de décision davantage qu'au départ de processus d'apprentissage. À l'échelle transnationale tout particulièrement, le système politique semble emprunter au domaine de l'éducation les éléments centraux de son lexique : il ne s'agit pas tant de décider que d'apprendre, de s'autoévaluer, d'échanger des bonnes pratiques, de s'améliorer, de chercher à mieux faire, non pas pour (s') éduquer mais pour (se) gouverner. La forme traditionnelle de la décision politique recule et fait place à une nécessité perpétuelle d'évaluer, de présenter des cas et des pratiques exemplaires et, plus généralement, d'apprendre.

L'objectif de cette présentation est de montrer comment les processus d'apprentissage, et le lexique qui leur est propre, dépassent le cadre du système éducatif et caractérisent de plus en plus le système politique. Pour ce faire, nous analysons les récents développements du secteur européen de l'éducation, et plus particulièrement le cadre stratégique Education et Formation 2020. L'analyse de nos données issues d'entretiens, d'analyse de documents et d'observation de réunions fait ressortir l'importance croissante de l'apprentissage dans la prise de décision politique. Loin d'être un frein à l'implication européenne dans le secteur de l'éducation, la nouvelle forme politique, basée sur l'apprentissage, est centrale au développement de l'espace européen de l'éducation. En effet, elle permet une intervention européenne et facilite une forme de coordination entre Etats Membres tout en respectant le principe de subsidiarité, principe faisant de l'éducation une matière avant tout nationale.

### **The teacher workforce and social dialogue in the EU and the OECD**

Tore Sorensen

This paper addresses the changing forms of social dialogue between the workforce of teachers, their employers and national governments at the international scale. The proliferation of fora for such social dialogue since the 1990s is a remarkable development as it concerns one of the largest and most unionized

professions. Furthermore, education is a sensitive domain politically with regard to national sovereignty, and accordingly, the teacher workforce has historically been harnessed for the making of nation-states. Yet, the area of social dialogue and industrial relations at the international scale remains critically under-investigated. The main policy actor representing the teacher workforce internationally is Education International, the global federation of teacher unions, which is the largest union federation globally and formally represents a workforce of more than 30 million teachers. Its European subsidiary, European Trade Union Committee for Education (ETUCE), represents 11 million teacher union members.

Based on document analysis and interviews with relevant policy actors, the paper analyses and discusses the forms of governance in the European Union (EU) and the Organization for Economic Cooperation and Development (OECD) related to social dialogue during the last two decades. The theoretical perspective of institutional power resources is adopted to make sense of the unfolding forms of governance.

Concerning the EU, the paper focuses on the engagement of teacher unions in the activities coordinated by the European Commission's Directorate-General for Education and Culture, and the Directorate-General for Employment, Social Affairs and Inclusion, respectively. Social dialogue is here decisively shaped by the Open Method of Coordination and from the 2010s the European Semester cycle. The paper highlights the issue that until the founding of the European Federation of Education Employers (EFEE) in 2009, there did not exist an organization seeking to represent the interests of employers at the European scale.

For the OECD, the formal mechanism for social dialogue with unions is the Trade Union Advisory Committee (TUAC), which has the status as observer in key OECD bodies. Furthermore, the paper unpacks the forms of governance related to the International Summits on the Teaching Profession which have been taking place annually since 2011. The summits are convened by the OECD, Education International and the hosting government, and involve delegations of teacher unions and state government bodies. The summits indicate that the OECD has managed to carve out yet another space for itself from which to mediate and frame global conversations on teachers and education - now with teacher unions on board.